

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Tél. : 03.86.60.70.80
Télécopie : 03.86.60.72.51

N° 2005-P-1193bis

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

fixant des prescriptions de remise en état, une surveillance piézométrique et un suivi post-exploitation
du site à M le président du SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER
suite à la cessation d'activités de la décharge de MUSSY
sur le territoire de la commune de CHANTENAY ST IMBERT (Nièvre)

**Le PREFET de la Nièvre,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU le code de l'environnement,
- VU le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 18 et 34.1,
- VU le décret du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature officielle des installations classées,
- VU l'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,
- VU l'arrêté préfectoral n°79-5379 du 12 juin 1979 portant autorisation d'installation et d'exploitation d'une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire de la commune de CHANTENAY ST IMBERT,
- VU l'arrêté préfectoral n°99-P-1867 du 9 juin 1999 modifiant et complétant l'arrêté n°79-5379 du 12 juin 1979,
- VU le dossier de cessation d'activités déposé par le SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER le 9 juillet 2004 puis complété le 29 novembre 2004,
- VU l'étude de diagnostic d'environnement du site de la décharge de MUSSY réalisé par la société GEOPAL de juin à octobre 2003 (4 phases),
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, en date du 9 février 2005,
- VU l'avis du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 15 mars 2005,

CONSIDÉRANT qu'il importe de suivre l'impact de la décharge sur la qualité des eaux souterraines et superficielles,

CONSIDÉRANT qu'il importe de surveiller la capacité de confinement du terrain naturel,

... / ...

CONSIDERANT qu'il importe de réduire au maximum la percolation des eaux météoriques vers les déchets enfouis,

CONSIDERANT que le site doit être sécurisé,

CONSIDERANT que le site doit être réhabilité dans son environnement,

LE pétitionnaire consulté,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} -

Le SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER situé 14 avenue Raymond Coutin - 58240 ST PIERRE LE MOUTIER est tenu de respecter les prescriptions suivantes afin de remettre en état et assurer le suivi de la décharge de Mussy située sur le territoire de la commune de CHANTENAY ST IMBERT suite à l'arrêt de l'exploitation de cette dernière.

ARTICLE 2 - TRAVAUX DE REAMENAGEMENT

2.1 - Protection de la décharge

Afin d'interdire l'accès à toute personne non autorisée, le site doit être clôturé sur toute sa périphérie de la façon suivante :

- **sur les parties Nord et Ouest du site** : une clôture de type agricole efficace de 1,20 m de hauteur (poteaux bois et rangées de barbelé) doit être mise en place. L'accès à ces deux parties doit également être limité par une première clôture agricole placée en bordure de route ainsi que 2 barrières agricoles.
- **Sur la partie Est du site** : la haie arborescente déjà existante doit être maintenue, entretenue et prolongée par une clôture agricole de 1,20 m de hauteur.
- **Sur la partie Sud du site** : une clôture métallique résistante de 2 m de hauteur doit être mise en place. Le talus doit être renforcé et un fossé doit être creusé au pied du talus.

2.2 - Réaménagement morphologique

La couche de finition doit être formée par une couche de fermeture de 80 cm d'épaisseur moyenne.

L'exploitant doit apporter une couche humifère d'épaisseur minimale de 30 cm sur l'ensemble du site, notamment sur la moitié est du dépôt, où la couche de fermeture argilo-calcaire est moins végétalisée.

Cette couche sus-jacente ne doit pas être compactée et doit être mise en végétation herbacée afin de créer une strate générant une évapotranspiration efficace.

... / ...

Afin d'ensemencer le reliquat de recouvrement final à faire, l'exploitant doit prévoir l'apport de graminées.

Cette couverture doit être végétalisée de manière à rendre à l'emplacement le même aspect que celui de la plus grande partie des terrains avoisinants.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE PIEZOMETRIQUE DU SITE

3.1 – Surveillance

Le SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER est tenu de procéder ou faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux de la nappe souterraine et du ruisseau du Riot au droit de la décharge de Mussy sur le territoire de la commune de CHANTENAY ST IMBERT.

Cette surveillance comporte systématiquement un relevé du niveau piézométrique des eaux et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents. Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvements et suivant la fréquence et les paramètres repris ci après :

Point de prélèvement	Fréquence	Paramètres
Piézomètre amont Pz1	2 fois par an dont : - 1 analyse en période de basses eaux - 1 analyse en période de hautes eaux	Température, pH, conductivité, oxygène dissous NO ₂ , NO ₃ , NH ₄ , Cl, SO ₄ , PO ₄ , Mn, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Cd, Hg, Hydrocarbures totaux DCO, DBO ₅ , MEST
Piézomètres aval Pz2 et Pz3		
<i>Piézomètres conformément au plan joint en annexe</i>		
Ruisseau du Riot en amont de la décharge		
Ruisseau du Riot en aval de la décharge		

Les prélèvements d'échantillons et analyses devront être effectués selon un protocole reconnu. Les analyses devront être menées conformément aux normes AFNOR, applicables en l'espèce lorsqu'elles existent.

La première campagne d'analyses devra être réalisée dans le semestre suivant la signature du présent arrêté.

3.2 – Transmission des résultats

Les résultats des analyses pratiquées devront être transmis à l'inspection des installations classées, après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension.

Le nombre de points de contrôle, la fréquence des analyses ainsi que la nature des paramètres analysés pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats obtenus.

Les résultats sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

... / ...

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspecteur des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures ci-après sont mises en œuvre.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspecteur des installations classées un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

3.3 – Au terme de la période de suivi, à la demande du SYCTOM de ST PIERRE LE MOUTIER et sur la base d'un argumentaire détaillé, la présente autosurveillance pourra être levée au regard des résultats obtenus.

ARTICLE 4 – GESTION DU SUIVI DU SITE APRES FERMETURE

4.1 – Durée du suivi

Pour toute partie couverte de la décharge, l'exploitant est tenu de prévoir un programme de suivi pour une période d'au moins 30 ans.

5 ans après la fin des travaux de réaménagement, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant doit adresser au Préfet un dossier établi selon le modèle du dossier prévu à l'article 34.1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

4.2 – Entretien du site

Après le réaménagement du site, l'exploitant doit effectuer des coupes régulières de la végétation, destinées à entretenir une strate herbacée rase et continue.

Toute implantation sauvage arborescente ou de formes à enracinements profonds doit être régulièrement supprimée afin de maintenir l'intégrité de la couche de fermeture et de la couche finale.

L'exploitant est également tenu de surveiller l'absence de tous dépôts illicites et de toute intervention d'un tiers sur la zone réaménagée.

ARTICLE 5 – DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de CHANTENAY ST IMBERT et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise la société, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 8 – EXECUTION

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- M. le maire de CHANTENAY ST IMBERT,
- M. le lieutenant-colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Bourgogne,
- Mme la directrice régionale de l'environnement,
- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- M. l'inspecteur des installations classées à NEVERS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Nevers, le **29 AVR. 2005**

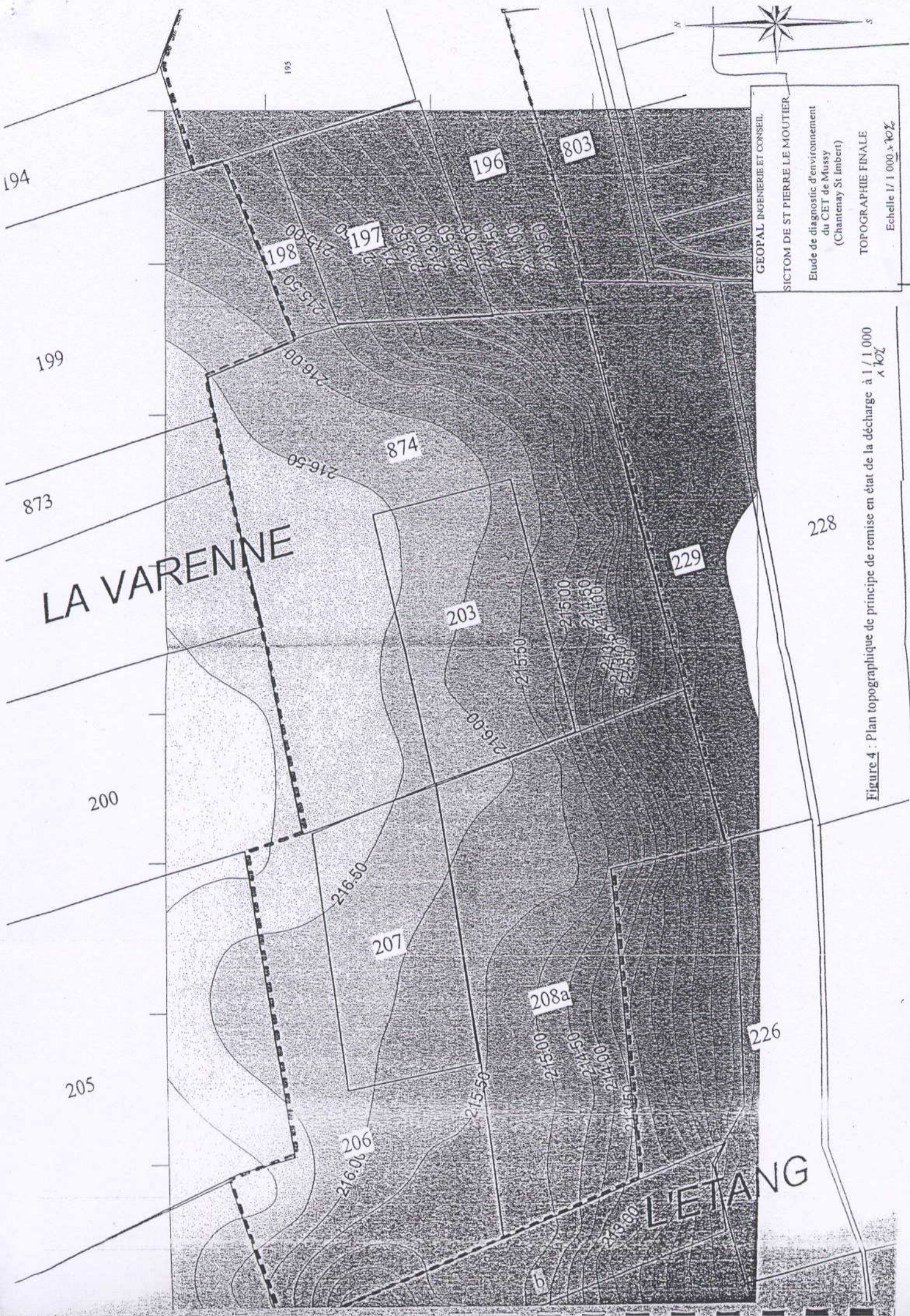
Le préfet

Pour le Préfet
Et par délégation
Le Secrétaire Général


Florus NESTAR

Plans joints :

- Plan topographique de principe de remise en état de la décharge
- Plan de principe de réhabilitation de la décharge
- Coupe technique de la décharge



GEOPAL INGENIERIE ET CONSEIL
 SICTOM DE ST PIERRE LE MOUTIER
 Etude de diagnostic d'environnement
 du CET de Mussy
 (Chantenay St Imbert)
 TOPOGRAPHIE FINALE
 Echelle 1/ 1 000 x 30%

Figure 4 : Plan topographique de principe de remise en état de la décharge à 1/1 000 x 30%

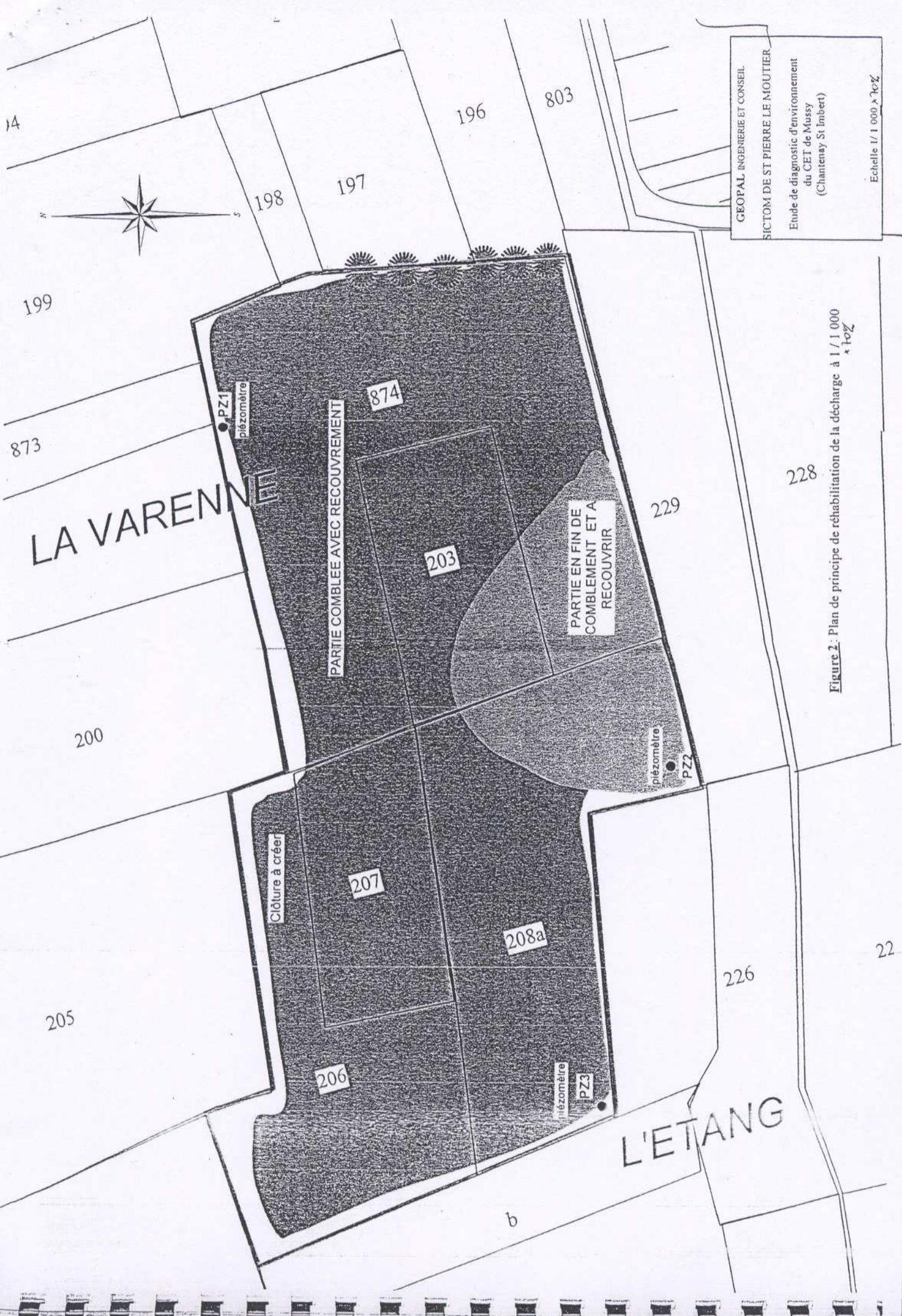
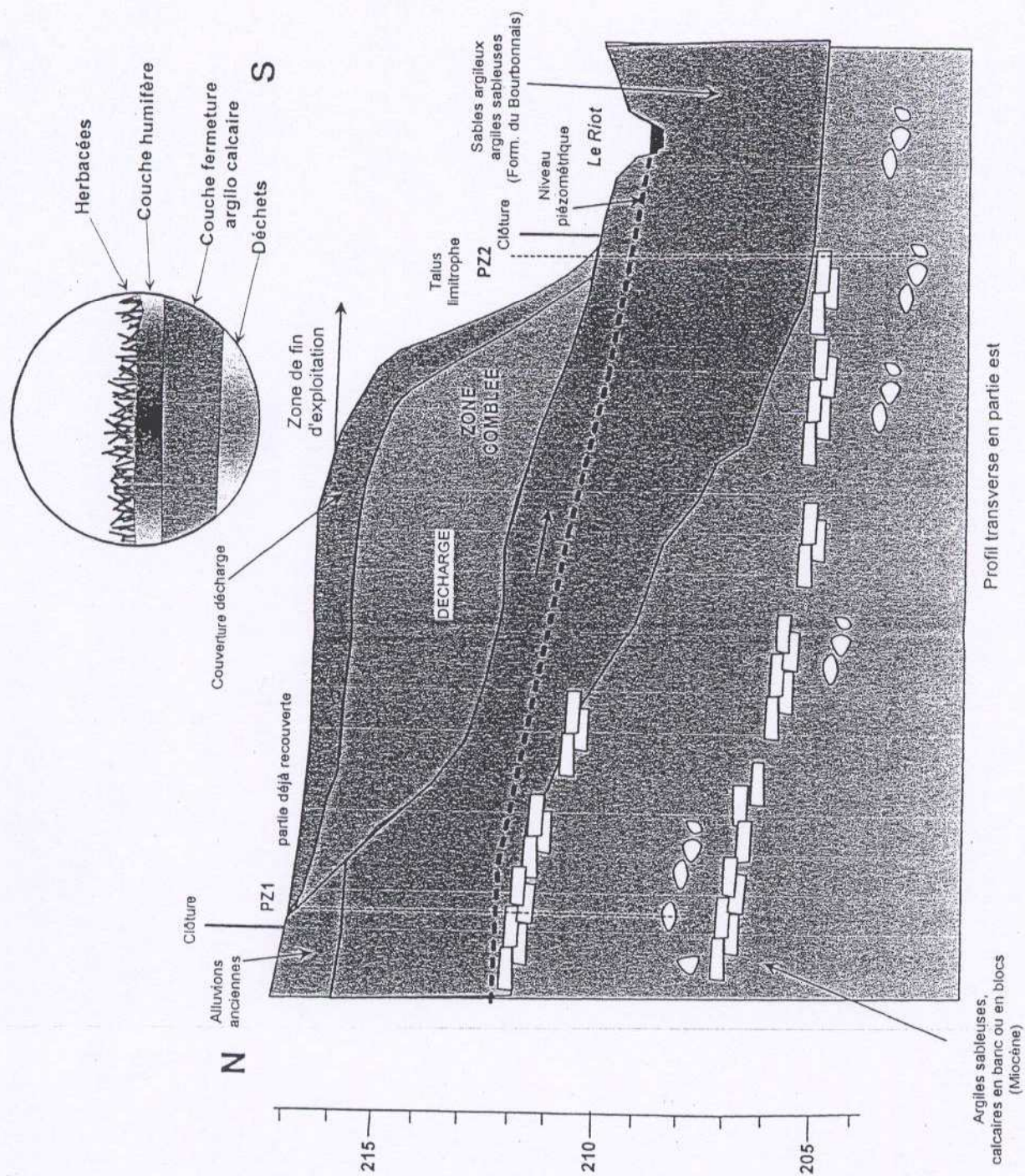


Figure 2: Plan de principe de réhabilitation de la décharge à 1/1 000
à 10%



Echelle des hauteurs : 1 / 100
 Echelle des longueurs : 1 / 1000

Figure 3 : Coupe technique de la décharge (1 / 100 et 1 / 1000)